

Les dangers du concept militaro-répressif

Maurice Bertrand, conseiller maître honoraire à la Cour des comptes et ancien membre du corps commun d'inspection des Nations unies. Il est l'auteur d'ouvrages sur les relations internationales.
1999

Soixante-dix-huit jours de guerre dans les Balkans pour tenter d'aboutir à un résultat qui aurait sans doute pu être obtenu dès les conversations de Rambouillet, était-ce nécessaire ?

Maurice Bertrand.

Au soir de l'échec de Rambouillet, les Etats qui avaient exigé cette négociation étaient acculés à faire la guerre et à montrer leur force comme ils l'avaient promis. Ils avaient utilisé une arme de dissuasion vis-à-vis de Milosevic, ils étaient donc obligés d'utiliser cette arme s'ils voulaient être logiques. En revanche, fallait-il en arriver là ? Fallait-il engager les négociations de Rambouillet comme elles l'ont été ? · quel moment faut-il se placer pour savoir si l'on a commis ou non une erreur fatale qui a finalement conduit à une guerre que beaucoup considèrent comme inutile ?

Je crois qu'à quelque moment que l'on se place, que ce soit à la mort de Tito, pendant tout le déroulement des diverses guerres qui ont endeuillé la Yougoslavie jusqu'à celle du Kosovo, ce qu'on appelle " la communauté internationale ", en réalité les grandes puissances membres de l'OTAN, a appliqué une conception de la sécurité que j'appellerai " militaro-répressive ". Celle-ci s'appuie sur l'idée apparemment noble et simple de mettre la force au service du droit Ce qui se traduit concrètement par la notion d'intervention militaire pour le maintien, l'établissement de la paix ou la répression des agressions. Nous vivons aujourd'hui, en matière de doctrine militaire, sur cette notion d'intervention militaire pour résoudre les crises. Toutes les armées du monde, du moins celles des grands pays, sont en train - sur le modèle américain - de se transformer en " forces de projection ".

Je ne prétends pas, personnellement, que nous n'ayons plus besoin de force militaire. Mais, bâtir un système de sécurité mondial sur cette idée d'intervention, me paraît dangereux et même ridicule. En définitive, si la paix est signée, si les forces serbes se retirent du Kosovo, si l'OTAN et les Russes occupent cette province, si les réfugiés rentrent chez eux, nous allons assister à une période de triomphalisme. Et l'on nous dira : " Voilà, vous avez vu comment, en dépit de quelques erreurs (parce que la guerre c'est la guerre), la force a été mise au service du droit, il faut continuer à faire ainsi. " Il va falloir résister à cette tendance triomphaliste, à ce marketing des fabricants d'armes qui nous ont vendu la " révolution dans les affaires militaires ", le " zéro mort " et les armes " intelligentes ". Il va falloir commencer par objecter que cette notion d'intervention militaire est totalement inutilisable dans la majorité des cas de crises ou de violation des droits de l'homme.

Actuellement dans le monde, nous avons à faire à une trentaine de conflits intra-étatiques avec violations des droits de l'homme, morts nombreuses et destruction des économies des pays concernés. Est-ce que devant des situations comme celle de la Turquie à l'égard des Kurdes l'on va faire la même chose que pour les Serbes à l'égard des Kosovars ? Evidemment non, la Turquie est membre de l'OTAN et les Américains estiment qu'on a besoin d'elle pour d'autres raisons. En fera-t-on de même pour Israël et les Palestiniens ? Et vis-à-vis de la Chine ? Il est presque grotesque de poser ces questions. Et, dans les situations où il n'y a pas de dictateur à abattre ou d'agresseur clairement

identifié, comme par exemple dans les conflits Erythrée-Ethiopie, Inde-Pakistan, on ne saurait où trouver l'ennemi, si on voulait le réprimer. L'intervention militaire ne résoudra pas ces problèmes. Dans les situations de guérilla c'est aussi totalement inutilisable.

De plus, si on considère l'ensemble du problème, non seulement la guerre qui vient de se produire a été extraordinairement destructrice, mais il va falloir reconstruire. Sans parler des coûts des munitions qui se vendent à des prix astronomiques. Maintenant il va falloir employer des sommes énormes, on parle de centaines de milliards de dollars, pour reconstruire tout ce qui a été détruit et aurait pu ne pas l'être. L'intervention militaire présentée comme la panacée universelle pour assurer la sécurité, est tout simplement une escroquerie intellectuelle.

Qui décide que c'est pour le droit qu'on fait la guerre ?

Maurice Bertrand.

L'OTAN s'est substituée à l'ONU. La déclaration du 24 avril sur le nouveau concept stratégique publiée lors du cinquantième anniversaire, dit clairement que l'OTAN est responsable de la sécurité dans sa zone, ce que l'on peut comprendre, mais qu'elle est responsable aussi pour la sécurité concernant les crises qui ont lieu aux abords de la zone, c'est-à-dire le monde entier. C'est une tentative d'hégémonie par des grandes puissances qui se considèrent comme démocratiques et, puisque démocratiques et vertueuses, par conséquent autorisées à faire ce qu'elles ont décidé. C'est l'affirmation d'une hégémonie, totalement illégale en dehors du cadre de l'ONU, et qui, je le crains, va se confirmer. Bien sûr on utilisera le chapeau de l'ONU pour occuper le Kosovo, mais c'est une utilisation " cosmétique ", comme disent les Anglo-Saxons. En réalité, on se moque éperdument du droit international : c'est une conception néo-colonialiste des problèmes de sécurité.

Au Sommet de Cologne, à propos du Kosovo, on en est arrivé à parler non plus de sécurité, mais de défense européenne.

Maurice Bertrand.

Je dois dire que je m'inquiète de la formulation de cette idée dans laquelle le terme de défense remplace celui de sécurité, pourtant inscrit dans le traité de Maastricht. Elle me paraît significative d'une tendance inspirée de cette même conception militaro-répressive de la sécurité. Au fond, l'Europe, vexée en quelque sorte de ne pas avoir été au premier plan dans les opérations de Serbie et du Kosovo, a un sursaut de nationalisme et de dignité offensée. Elle affirme : " Maintenant nous allons avoir, nous Européens, un système de défense ". Il doit être conçu selon le modèle américain : l'Europe est considérée comme un super Etat qui aurait en quelque sorte à défendre ses frontières - ce qui est ridicule - et qui aurait besoin d'une armée forte sous la forme d'une force de projection qu'elle pourrait envoyer, elle aussi, n'importe où dans le monde, pour imposer la paix. Cela me paraît une conception et tout à fait contraire à ce que l'Europe devrait faire.

Si l'Europe veut manifester son originalité et sa culture en l'opposant à celle des Etats-Unis, elle a une très belle occasion de le faire en préconisant une conception radicalement différente de la sécurité, Ce que j'appellerais, par opposition à la conception " militaro-répressive ", une conception " politique " préventive. L'Europe devrait, au lieu de se surarmer et d'augmenter ses dépenses militaires - ce qui me paraît également grotesque aujourd'hui - reprendre la politique de réduction des armements qui a été interrompue depuis 1992 sans aucune raison. Celle des armements nucléaires et celle des armements

conventionnels, tant du côté russe et de tous les voisins de l'Europe, que du côté des pays européens. Il faudrait aussi accroître la coopération avec la Russie et mettre fin à l'extension de l'OTAN, provocation qui risque seulement de développer le nationalisme chez les Russes. Ce dont l'Europe et le monde ont besoin c'est d'une politique de prévention systématique, notamment dans le cadre de l'Organisation pour la coopération et la sécurité en Europe (OSCE) sérieusement renforcée budgétairement et structurellement, et une politique de plans Marshall pour les zones à risques, qui aiderait les pays concernés à apprendre à vivre en paix.

C'est par la réduction des dépenses militaires qu'il faudrait dégager des crédits pour agir sur ces situations, et notamment essayer de stabiliser les Balkans et la zone méditerranéenne, au lieu de nous surarmer pour des attaques qui ne viendront pas ou qui, un jour, risquent de venir de quelque fou à qui nous aurons, pour des raisons de politique industrielle, vendu les armes les plus sophistiquées que nous fabriquons.

Entretien réalisé par
Michel Muller